



## LA PÉTITION CITOYENNE

# FRAUDE FISCALE, ÇA SUFFIT !

**11 300 milliards de dollars  
placés dans les paradis fiscaux.**

Les *Pandora Papers* révèlent que le pillage fiscal est une industrie mondialisée très florissante. Cette somme colossale soustraite aux États et donc aux citoyen.ne.s, représente une prédation qui organise la misère partout dans le monde.

**En France, ce sont 600 personnes et entreprises qui détiennent des comptes dans un paradis fiscal.** L'argent détourné manque partout pour nos écoles, nos hôpitaux et tous les services publics. Cet argent fait également cruellement défaut à la transition écologique. Ce sont des besoins utiles à la collectivité et des urgences qui resteront sans réponse. Cela n'est plus acceptable !

Aujourd'hui les recettes fiscales s'appuient principalement sur les taxes à la consommation (TVA et taxe sur les carburants). L'évitement fiscal des riches et des grands groupes conduit à taxer davantage la population. C'est inéquitable et inefficace.

**Le silence du Gouvernement face aux révélations des *Pandora Papers* est inacceptable !**

Nous demandons au Président de la République, au Premier Ministre, à tous les élus, députés et sénateurs, de prendre des mesures d'urgence pour recouvrer les sommes détournées.

**Un débat public est urgent** pour mettre à plat la fiscalité afin que l'impôt devienne progressif. Les plus riches - particuliers et entreprises - doivent s'acquitter, eux aussi, de la part d'impôt justifiée par les bienfaits qu'ils retirent de la collectivité. Les candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives de 2022 doivent prendre position clairement sur ces questions.

### **Nous préconisons :**

- Embauche de personnel au ministère des finances pour recouvrer l'impôt ;
- Fiscalité revue à la hausse pour les grands groupes ;
- Progressivité de l'impôt sur les revenus et instauration de 14 tranches ;
- Baisse de la TVA sur les produits de consommation courante ;
- Création d'un défenseur des contribuables, autorité indépendante bénéficiant du droit d'ester en justice dans les actions contre les fraudeurs ;

Signature :